

l'accès à leur marché, parce que nous nous trouverions à le faire sur une base raisonnable, logique et convenue.

Afin d'obtenir l'appui qu'il faut au Parlement pour faire accepter une pareille proposition, il nous faut manifestement l'appui du gouvernement. Je suis donc heureux que nous soyons en train d'organiser des réunions officieuses avec les membres de notre comité et l'honorable Eugene Whelan, ministre de l'Agriculture, et l'honorable Jack Horner, ministre de l'Industrie et du Commerce, de façon à pouvoir soumettre à leur examen les propositions que nous préconisons dans ce rapport. Je m'occupe d'affaires publiques depuis longtemps et je ne m'attends pas que tout ce que j'essaie de faire rallie l'appui général. Très souvent, mes propositions se heurtent à beaucoup d'opposition. Cependant, si quelqu'un estime qu'il a quelque chose de valable à proposer, il devrait le faire le mieux possible, s'en tenir à ses arguments et attendre le résultat. Je suis fier de pouvoir dire que ce rapport a reçu l'appui d'organismes agricoles au Canada, d'un bon nombre dont certains constituent les principaux éléments des associations agricoles. Je me suis réjoui quand on m'a remis un communiqué émis par la Fédération canadienne de l'agriculture à propos de ce rapport. Je pense que c'était le jour même, c'est-à-dire le 14 octobre, où le rapport a été déposé au Sénat. Voici un extrait de ce communiqué:

Le président de la Fédération canadienne de l'agriculture, M. Charles Munro, a déclaré aujourd'hui que les producteurs canadiens de bœuf se réjouissaient grandement des recommandations du comité permanent de l'agriculture du Sénat concernant l'industrie du bœuf.

Selon M. Munro, la Fédération appuie la principale proposition du comité, à savoir qu'il faut élaborer une politique d'importation du bœuf de manière à protéger équitablement les intérêts de l'industrie et lui assurer des revenus stables. Les producteurs de bœuf préconisent sans réserve l'élaboration d'une politique cohérente à long terme visant à assurer aux importateurs une juste part du marché, mais aussi à régulariser le volume de ces importations, afin que les producteurs canadiens puissent planifier leurs activités tout en sachant que des importations en quantité excessive ou à des prix excessivement bas ne viendront pas faire baisser injustement leurs revenus. Le comité recommande l'adoption d'une loi spéciale pour mettre au point une telle politique à long terme.

M. Munro a ajouté que la Fédération canadienne de l'agriculture étudiera en profondeur les divers aspects et les conséquences de ces propositions fort intéressantes, tout en favorisant l'élaboration d'une politique et des mesures cohérentes, lors des pourparlers en cours avec le gouvernement.

En terminant, je remercie tous les sénateurs membres du comité qui ont participé aux audiences de même qu'à la formulation et à la rédaction du rapport. Nous y avons consacré beaucoup d'efforts et nous croyons avoir fait du bon travail. Comme l'évoque son titre: *Une politique réaliste de l'importation du bœuf au Canada*, le rapport passe en revue la situation mondiale. Nous devons continuer de favoriser l'élaboration d'une telle politique en espérant qu'elle servira les intérêts supérieurs des producteurs de bœuf et de l'ensemble du pays.

[Le sénateur Argue.]

**Des voix:** Bravo!

**Le sénateur Hays:** L'honorable sénateur permettrait-il une question? Quelle a été la position du comité en ce qui concerne le bétail de race et les sujets de reproduction?

**Le sénateur Argue:** Je remercie le sénateur Hays. Nous avons cru que l'industrie du bœuf et l'industrie laitière de par le monde auraient intérêt à améliorer le plus possible la production du lait, des produits laitiers et de la viande de bœuf. En ce qui concerne les animaux de race et de reproduction, afin que chaque pays puisse améliorer la qualité de son cheptel, il ne devrait y avoir ni droits ni quotas. Ce devrait être le marché libre. Selon le besoin, des négociations devraient être menées à cette fin en vue de faciliter l'amélioration des troupeaux dans tous les pays.

● (1450)

**Le sénateur van Roggen:** Pourrais-je poser une question à l'honorable sénateur?

Dans vos remarques préliminaires, vous avez dit que le secteur du bœuf était le deuxième secteur d'activité au Canada et venait immédiatement après l'industrie automobile.

**Le sénateur Argue:** Si j'ai dit le second, c'était une erreur. C'est le troisième. Je crois que l'industrie automobile vient en tête, suivie par l'industrie des petits appareils. Le traitement de la viande vient en troisième place.

**Le sénateur van Roggen:** Avez-vous une idée des chiffres de la production nette de viande de bœuf et de bétail au Canada?

**Le sénateur Argue:** En 1976, le cheptel canadien représentait environ 3 milliards de dollars. Je n'ai pas de chiffres plus récents sur la production de bœuf elle-même.

**Le sénateur van Roggen:** Est-il trop tôt pour que vous nous donniez un aperçu de l'incidence que pourra avoir sur le secteur du bœuf, la baisse du dollar canadien, baisse qui représente environ deux fois le droit de douane proposé, soit 5c. la livre de bœuf contingenté, comme le recommande le rapport?

**Le sénateur Argue:** Je peux donner mon idée, mais elle n'aura guère plus de fondement que celle de n'importe qui d'autre. De toute évidence, la baisse du dollar va faire augmenter le prix du bœuf. Que cela soit aussi automatique que pour d'autres denrées, comme le blé, qui est principalement une denrée d'exportation, je ne peux le dire. Mais la tendance sera à la hausse.

On peut dire aussi à présent que l'imposition de droits de douane proposée n'est pas nécessaire. Nous y avons pensé. Parfois le dollar canadien monte, parfois il descend. Tantôt il est coté au-dessus du dollar américain, tantôt au-dessous. Nous avons pensé qu'il pouvait y avoir des raisons de modifier le tarif douanier. Cependant, pour plus de clarté et de stabilité, nous avons estimé qu'il était préférable d'avoir un chiffre constant.

**L'honorable H. A. Olson:** Honorables sénateurs, j'aimerais dire quelques mots, tout d'abord pour féliciter les membres du comité, et particulièrement le président, de ce projet de rapport. Je suis certain, tout comme le sénateur Argue, que les recommandations de ce rapport emporteront l'adhésion de la majorité des producteurs du pays.